

# POITIERS RÉVOLTÉE

Manifestations contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale

Juillet - août 2021



## Chronologie du passe sanitaire.

31 mai : la «loi relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire» est votée. C'est l'entrée en vigueur du passe sanitaire pour tout événement accueillant plus de 1000 personnes (foires, festivals...) à partir de 12 ans.

01 juillet : le passe sanitaire devient européen et est demandé aux frontières internes de l'Union Européenne.

21 juillet : le passe s'étend, comme annoncé par Macron dans son discours du 12 : la jauge passe de 1000 à 50 personnes et il est aussi exigé à l'entrée des lieux de culture et loisirs comme les parcs à thèmes, zoos, cinémas, théâtres, musées...

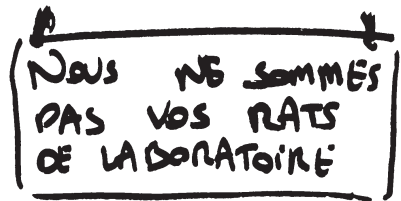
07 août : le passe sanitaire est obligatoire pour les personnels soignants.

09 août : le passe s'étend encore et est demandé dans les bars et restaurants, même à l'extérieur, les trains, les vols intérieurs, les bus inter-régionaux, les hôpitaux hors urgence, les EPHAD, les centres commerciaux sur décision des préfet-es... L'âge minimum est remonté à 18 ans.

30 août : le passe devient obligatoire pour les employés en contact avec du public, sauf les policiers.

Prévu pour la suite : une dose exigée pour les soignants et pompiers et obligation vaccinale complète pour les militaires (dont gendarmes) au 15 septembre, extension du passe à partir de 12 ans au 30 septembre, obligation vaccinale pour les soignants au 15 octobre et potentiellement la levée du passe sanitaire au 15 novembre.

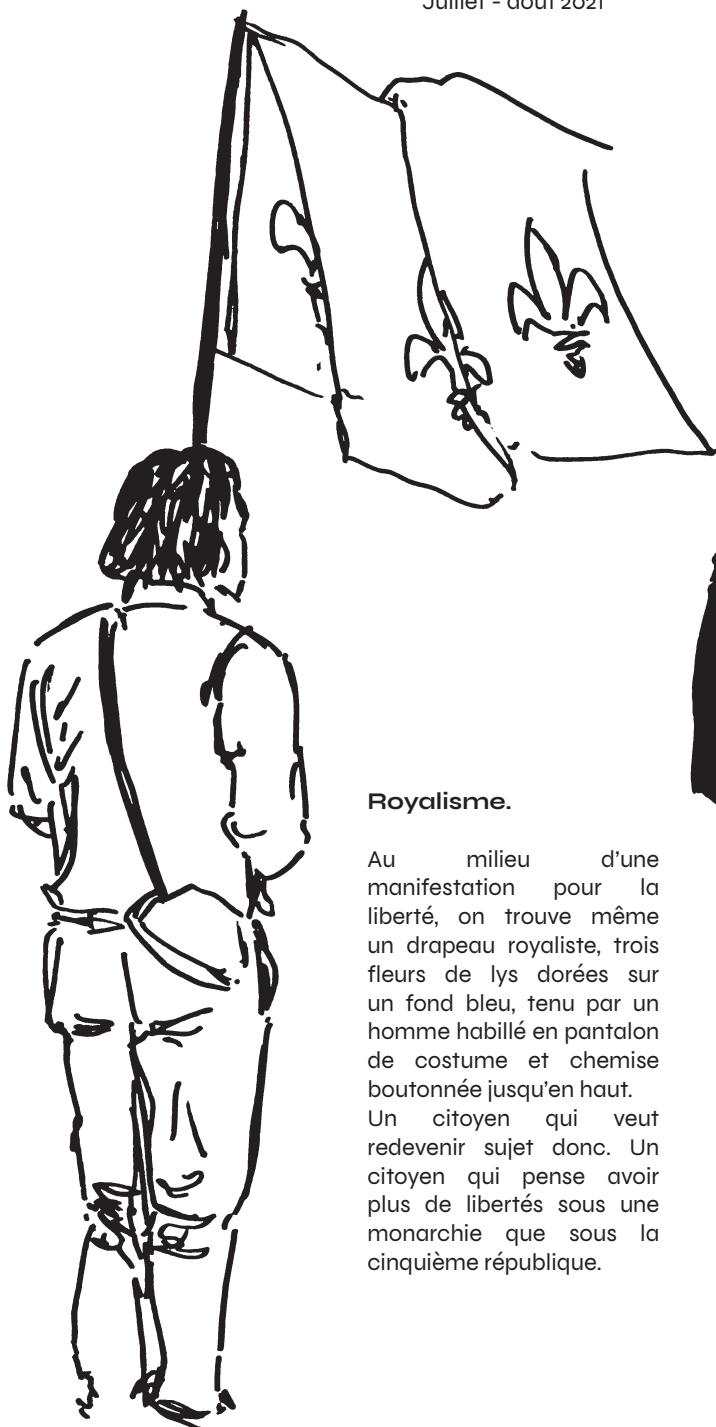




### Antipass ou antivax?

Officiellement, les manifs sont anti pass. Toutes les prises de parole sont claires là dessus. Pour ce qui est du vaccin, ça l'est moins. Beaucoup de pancartes sont anti vax et quasiment la moitié des prises de paroles aussi. Et quand Solidaires ou la CGT rappellent que eux sont pour la vaccination, quelques timides applaudissements se font entendre, mais noyés sous les huées d'une bonne partie de la foule.

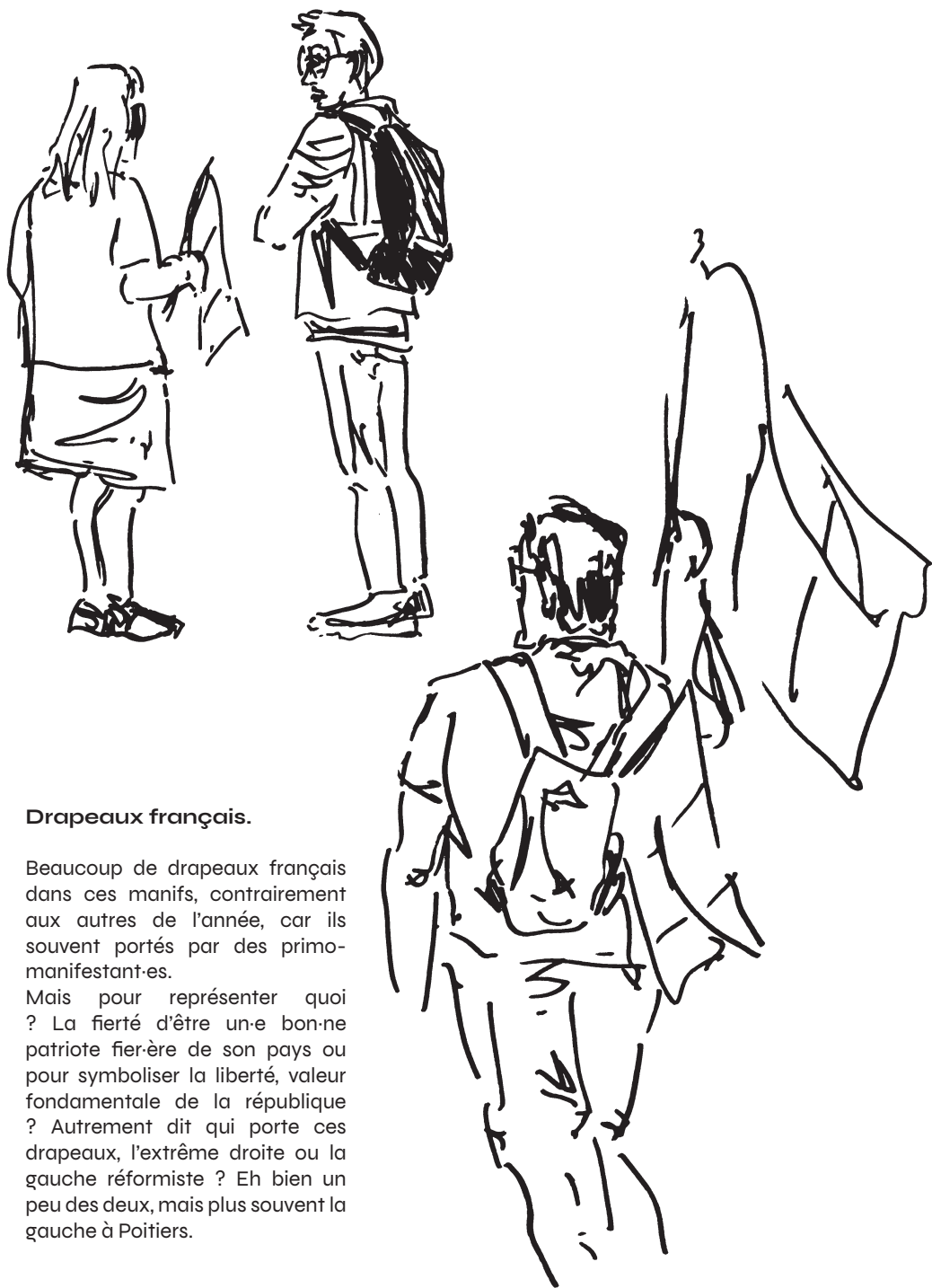




### Royalisme.

Au milieu d'une manifestation pour la liberté, on trouve même un drapeau royaliste, trois fleurs de lys dorées sur un fond bleu, tenu par un homme habillé en pantalon de costume et chemise boutonnée jusqu'en haut. Un citoyen qui veut redevenir sujet donc. Un citoyen qui pense avoir plus de libertés sous une monarchie que sous la cinquième république.





### Drapeaux français.

Beaucoup de drapeaux français dans ces manifs, contrairement aux autres de l'année, car ils sont souvent portés par des primo-manifestant-es.

Mais pour représenter quoi ? La fierté d'être un-e bon-ne patriote fier-ère de son pays ou pour symboliser la liberté, valeur fondamentale de la république ? Autrement dit qui porte ces drapeaux, l'extrême droite ou la gauche réformatrice ? Eh bien un peu des deux, mais plus souvent la gauche à Poitiers.

# BON, PARLONS DU PASS SANITAIRE.

Est-ce un danger, d'un point de vue démocratique ? La réponse est oui. La démocratie repose sur l'égalité (politique et sociale) et le contrôle citoyen sur les pouvoirs. Le pass instaure une inégalité, et renforce le contrôle de l'Etat sur nous.

Le problème est que les gens qu'on entend le plus critiquer le pass sanitaire dans les médias le font par méfiance envers la vaccination. Or ce n'est pas parce que la vaccination serait dangereuse ou inefficace que le pass est potentiellement une catastrophe, mais le contraire.

C'est parce que l'épidémie est là, qu'elle va durer et que la vaccination est très efficace que le pass sanitaire est dangereux, car lui aussi va durer et s'imposer de plus en plus comme une nécessité de santé publique, alors qu'il n'y a pas d'égalité d'accès au vaccin.

En apparence, le pass sanitaire discrimine ceux qui ne veulent pas se vacciner. Mais c'est un épiphénomène. Le pass sanitaire va à terme discriminer d'abord ceux qui ne PEUVENT pas se vacciner : les plus précaires et pauvres ici, et surtout les plus pauvres au niveau mondial.

Car il ne faut pas s'y tromper. Il n'y a pas, et n'aura pas, de vaccin pour tout le monde, surtout s'il faut le renouveler souvent. Cela restera longtemps un privilège des pays riches (plus facilement accessible aux riches urbains de ces pays) et des riches des pays pauvres

L'épidémie va élargir encore le fossé entre riches et pauvres ici, entre Nord et Sud, et renforcer les dispositions autoritaires des pays du Nord contre les populations du Sud.



Et avec des vaccins souvent produits au Sud, pour le Nord, les logiques impérialistes triomphent.

Le pass, en imposant peu à peu l'idée qu'il y a des lieux réservés aux vaccinés, et que les non vaccinés sont dangereux, va renforcer et valider «scientifiquement» dans les pays riches un raisonnement terrible : «étranger = danger», surtout s'il vient d'un pays pauvre.

Les barrières empêchant les migrants des pays pauvres d'entrer dans les pays riches sont déjà énormes. Cette épidémie va justifier sanitaire le traitement raciste et nationaliste des migrants par les pays riches. Et le pass risque d'en être la forme matérielle.

À cela s'ajoute que le pass sanitaire repose sur la collaboration de tous, censés vérifier que l'autre est en règle. Il renforce une mentalité policière, qui, couplée avec la discrimination contre les pauvres et les étrangers, risque de participer à la fascisation des esprits.

Face au virus, les États ont adopté des réponses nationalistes et autoritaires. Le pass va dans ce sens. Si son but (pousser à la vaccination) est louable, il renforce une mentalité de contrôle, et adosse les politiques et préjugés racistes et de classe à un motif sanitaire.

Nous sommes à la croisée des chemins. Tant qu'il n'y aura pas de politiques sociales égalitaires, et un droit mondial effectif au vaccin et à la libre circulation internationale des personnes, le pass sanitaire sera discriminatoire et antidémocratique.

---

Tribune postée sur Twitter le 9 août 2021 par Samuel Hayat, politologue, chercheur en sciences politiques et chargé de recherche au CNRS.





### Attentisme face à l'extrême droite.

Alors que de nombreux organismes de gauche habitués à la rue ne sont pas présents cet été, l'extrême droite elle, est là. Et parmi les syndicats ou organismes restants à Poitiers, le CD2R 86 et Solidaires, aucun ne prend position contre l'extrême droite qui défile à leurs cotés. Comme si cela ne les dérangeait pas. Alors deux questions se posent:

- Aux militant-es antifascistes, tant que les syndicats resteront dans cette inaction, faut-il continuer de répondre à leurs appels ou se mettre à les combattre ?
- Aux syndicats, est-il sérieux de manifester pour la liberté aux cotés de l'extrême droite, qui en est le fossoyeur ?





SI CERTAINS VEULENT SE  
FAIRE VACINER TRÈS  
BIEEN POUR EUX !  
NOUS NE SOMMES PAS  
CONTRE LES VACCINS.



NOUS SOMMES POUR LA LIBERTÉ DE  
SE FAIRE VACCINER OU NON!  
NOUS SOMMES CONTRE LE FAIT  
D'ÊTRE VACCINÉS AUTOMATIQUEMENT  
COMME DU BÉTAIL !



# DU CÉLERI DANS UN TIRAMISU

Les manifs anti pass sanitaire de cet été sont particulières, tout le monde le voit. Et tout le monde sait pourquoi, enfin surtout à cause de qui : ces putains de fachos.

Traditionnellement, les manifs, c'est un truc de gauche, ou d'extrême gauche. Et là, depuis ce soulèvement contre le pass sanitaire, les fachos sont de sortie et infiltrent nos manifs. Ielles profitent de l'arrivée de nombreux-ses primo-manifestant-es de gauche molle, ceux du genre à voter pour Hollande ou Faure afin de changer le monde, pour se glisser dans la foule, brandir leurs drapeaux français ou leurs drapeaux blancs, et gueuler « LIBERTÉ ! » ou « UNITÉ ! ».

Ouais. Ielles osent tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît.

Liberté. L'extrême droite est pour la liberté ? Depuis quand ? Et la liberté de qui ? Parce que quand on gueule LIBERTÉ on veut la liberté pour tout le monde, pas seulement pour les cis-het blancs bourgeois occidentaux. Certes on gueule pour la liberté des français-es qui ne peuvent plus avoir de loisirs en communs à cause du pass, mais également pour celle des Ouighours parquées en Chine, pour celle des Afghan-es laissées aux mains du pouvoir Taliban, pour celle de toutes les minorités face à la Majorité écrasante, pour celle de tous les citoyen-nés du monde face à l'ordre bourgeois hétéro patriarcapitaliste. On gueule pour la liberté de mouvement dans les lieux privés comme publics puisqu'on est contre la propriété privée et contre l'état. On gueule pour la liberté d'expression parce qu'on a des choses à dire et qu'on la fermera pas. On gueule pour la liberté de passer les frontières puisqu'on veut les détruire. On gueule pour la liberté

penser ce qu'on veut, parce que les cadres de la société actuelle nous oppressent, nous dégoûtent, et qu'on va les faire exploser. En bref on gueule pour une liberté totale, mais aussi pour une solidarité totale. Et c'est là la différence avec les Dupont Aignan, Philippot et autres raclures du même bords qui se font elleux aussi passer pour des militant-es d'une liberté totale mais qui en réalité cachent un égoïsme blanc bourgeois sous une simili doctrine politique venue de nos chers États-Unis : le libertarisme. On les combats au moins autant que le pouvoir actuel ces connard-ses, car sous couvert de lutter contre ce dit pouvoir, ce qu'ielles veulent c'est uniquement son maintien et la poursuite de la domination d'une petite caste sur le reste de la population, la continuité d'une oligarchie oppressante et dégueulasse, le fichage de masse en plus et les contres pouvoirs en moins.

Unité. Unité avec l'extrême droite ? Avec les fachos ? Jamais. Jamais le peuple ne s'unira derrière un discours de division, même si c'est leur ligne politique depuis plusieurs années, pour preuve le changement de nom de leur principal parti : le « Front National » est devenu « Rassemblement National ». Un programme toujours plus nationaliste, conservateur, sécuritaire, un triage entre bons français et mauvais étrangers sur qui on remet la faute de tous les malheurs du monde, mais on met « rassemblement » dans le nom, ça va unir et grossir les rangs. C'est vraiment prendre leurs électeur-rices pour des con-nés. Sur ce point là, on ne va pas les contre dire, on pense aussi qu'ielles le sont. Et des con-nés de la pire espèce. Pas le-a con-ne abruti-e, non, le-a con-ne rasciste, homophobe, transphobe, sexiste, patriote, pro flics, pro armée. Le-a con-ne

persuadé-e que si le monde va dans le mur c'est pas à cause de ceux qui le dirigent, naaan, c'est à cause de ceux qui sont tout en bas de l'échelle sociale et qui passent leur vie à subir. Ces con-nes là, on s'unira jamais avec. Jamais. Ces con-nes là on les combattrà jusqu'à notre mort parce qu'elles sont les chiens de garde du système actuel. Et ce combat féroce qu'on est prêt à mener, ielles le voient arriver, et ielles en ont peur. Ielles ont bien compris qu'elles ne gagneront jamais en nous affrontant directement, alors ielles essaient de gagner en nous endormant. En gangrenant le pouvoir officiel (lois séparatisme et sécurité globale, militarisation de la police, mutilations diverses du peuple au LBD, ordres passés par 49,3, ordonnances ou décrets, protection absolue de la police, de ses bavures et crimes...), en lobotomisant les foules par les médias classiques et maintenant en essayant de mettre la main sur la voie de la rue.

Ce qui se passe en ce moment en manif est grave. Il s'y opère un changement loin d'être anodin. L'idéologie fasciste est en train de gagner tous les terrains, et ce glissement politique est dangereux. Si une doctrine gagne le pouvoir et les contrepouvoirs, alors c'est la pensée unique, c'est le totalitarisme. Les fachos dans les manif, c'est le symbole et l'avant-garde de ce totalitarisme qui avance à petits pas. Et il va falloir y mettre un coup d'arrêt brutal au plus vite.

Ça, ça veut dire virer les fachos de nos manif, car les fachos en manif c'est comme du céleri dans un tiramisù, on en veut pas. On peut tout tolérer sauf l'intolérance.

Dès qu'on entend des fachos en manif, on les fait taire. On gueule plus fort qu'eux, plus nombreux-ses qu'eux. Dès qu'on voit des drapeaux français on va les arracher des mains de ceux qui les portent, qu'elles soient des fachos ou des naïfs défenseurs des valeurs de l'état. Dès que ça gueule

UNITÉ on rajoute SAUF AVEC LES FACHOS. Dès qu'on voit des pancartes racistes, sexistes, homophobes, antisémites, on va les défoncer. Dès qu'on entend des paroles abjectes, on se prévient entre nous et on riposte. On les vire de nos rangs. Et si ça va à la baston, alors on ira à la baston. Ielles veulent les discriminations comme lois, l'armée dans les rues, ielles veulent restreindre les libertés, ielles veulent tout sauf l'égalité, ielles ne veulent aucune solidarité, alors ielles nous trouverons sur leur chemin, partout, tout le temps.

À BAS L'ÉTAT, LES FLICS, LES JUGES, LE PATRIARCAT, LE CISTÈME ET LES FACHOS.

PS : ce texte a été écrit en écriture inclusive ou « langage épïcène » et si ça fait chier les fachos, les conservatrices, les académicien-nes, les ministres de l'éducation, ceux qui trouvent qu'on met du genre partout et que c'est n'importe quoi, c'est très bien, c'est voulu, et on vous emmerde.





HALT  
À LA  
MISE AU PASS

MACRON LE  
ROI DE LA  
DIVISION ET  
DES MENTEURS

STOP AU PAYS  
DE LA HONTE



LA LIBERTÉ SEULE VALEUR  
IMPÉRISABLE DE  
L'HISTOIRE

CANNA

MACRONIE  
= MENTEURS

AVEC MACRON  
NOUS AVONS DÉJÀ  
NOTRE DOSE

JE NE SUIS PAS  
UN QR CODE





LES VACCINS  
POUR CERTAINS!  
LA LIBERTÉ  
POUR TOUS!

FREXIT  
LIBERTÉ

PEUPLE  
EN MARCHE  
POUR LA LIBERTÉ  
Députés ? Sénateurs ?  
Vous vous avez trahis  
Vous avez trahi la  
FRANCE  
Vous n'existez plus!

Auberge espagnole.

Florilège de panneaux, pancartes  
et banderoles vues ces samedis.

LA 4<sup>ème</sup>  
VAGUE  
C'EST NOUS!

J'AI MOINS PEUR DE  
LA MALADIE QUE  
DE LA SERVITUDE

UNE LIBERTÉ  
SANS CONDITION  
N'EST PAS UNE  
LIBERTÉ

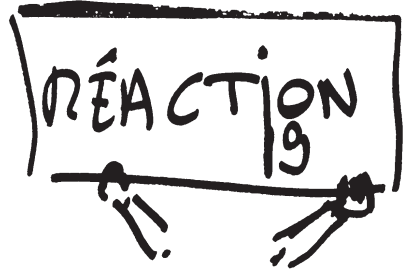
INFLATION  
= ESCLAVAGE  
BUY BITCOIN

## Nous sachons.

Le conspirationnisme est là aussi, représenté par des pancartes faisant la pub de sites qualifiés de complotistes par Conspiracy Watch ou l'AFP tels que France Soir, Réinfo Covid ou encore Réaction 19, dont le fondateur Carlo Alberto Brusa était présent le 17 juillet.

On note le panneau ci dessous qui nous dit que le pass sanitaire est «prévu depuis 2018» par l'Union Européenne, avec un texte à l'appui bien sûr.

Le texte, un pdf publié en anglais par la commission européenne est authentique. Mais il n'évoque pas un pass sanitaire pour le covid 19 mais une carte de vaccination commune («common EU vaccination card» sur le document) suite à une recrudescence de rougeole en 2018.



# PASSE SANITAIRE : QUELLE SURVEILLANCE REDOUTER ?

[...] Il existe déjà de nombreux « dispositifs attentatoires à la vie privée » contre la généralisation desquels nous luttons depuis des années : écoutes téléphoniques, fichage, caméras, drones, géolocalisation, logiciels espions... Pour comprendre et prévenir les dangers posés par le passe sanitaire, il faut le situer précisément au sein de cet écosystème. Certains outils de surveillance sont plus ou moins faciles à déployer, à plus ou moins grande échelle, de façon plus ou moins visible et avec des conséquences très variables. En comprenant dans quel mouvement technologique et à partir de quels outils pré-existants le passe sanitaire s'est construit, nous espérons lutter plus efficacement contre la banalisation du type de surveillance qu'il permet.

## Contrôler pour exclure

Pour prendre du recul, décrivons de façon générale l'action que permet de réaliser le passe sanitaire : exclusion de certains emplois, transports et lieux des personnes dont la situation diffère de certains critères fixés par l'État.

Formulé ainsi, ce mode de régulation n'a rien de nouveau. C'est notamment de cette façon que l'État français traite les personnes étrangères : l'accès aux transports vers le territoire national, puis l'accès au séjour et à l'emploi sur le dit territoire n'est permis que si la situation des personnes étrangères est conforme à des critères fixés par l'État (situation personnelle familiale et économique, pays d'origine, âge...). Le

respect des critères est vérifié une première fois en amont puis se traduit par la délivrance d'un titre : visa, cartes de séjour, etc. Ensuite, la police n'a plus qu'à contrôler la possession de ces titres pour contrôler la situation des personnes, puis leur ouvrir ou leur fermer les accès correspondants. En menaçant d'exclusion du territoire ou de l'emploi les personnes ne disposant pas du bon titre, l'État déploie une lourde répression – les conséquences pour les personnes exclues sont particulièrement dissuasives.

Toutefois, jusqu'à peu, ce type de répression avait d'importantes limitations pratiques : les titres ne pouvaient être délivrés qu'avec un certain délai et à un certain coût, de nombreux policiers devaient être déployés pour les vérifier et certains policiers devaient même être spécifiquement formés pour en vérifier l'authenticité. Ces limitations expliquent sans doute en partie pourquoi ce type de répression s'est jusqu'ici centré sur des cas précis (tel que le contrôle des personnes étrangères) sans être systématiquement déployé pour gérer n'importe quelle situation que l'État souhaiterait réguler.

Le passe sanitaire est la traduction d'évolutions techniques qui pourraient supprimer ces anciennes limites et permettre à cette forme de répression de s'appliquer à l'ensemble de la population, pour une très large diversité de lieux et d'activités.

## Passage à l'échelle technologique

Au cours de la dernière décennie, la majorité

de la population française (84% en 2020) s'est équipée en smartphone muni d'un appareil photo et capable de lire des code-barres en 2D, tels que des codes QR. En parallèle, l'administration s'est largement appropriée les outils que sont le code-barre en 2D et la cryptographie afin de sécuriser les documents qu'elle délivre : avis d'imposition, carte d'identité électronique...

[...] Si ces évolutions ne sont pas particulièrement impressionnantes en elles-mêmes, leur concomitance rend aujourd'hui possible des choses impensables il y a encore quelques années. Elle permet notamment de confier à des dizaines de milliers de personnes non-formées et non-payées par l'État (mais simplement munies d'un smartphone) la mission de contrôler l'ensemble de la population à l'entrée d'innombrables lieux publics, et ce, à un coût extrêmement faible pour l'État puisque l'essentiel de l'infrastructure (les téléphones) a déjà été financée de manière privée par les personnes chargées du contrôle.

Désormais, et soudainement, l'État a les moyens matériels pour réguler l'espace public dans des proportions presque totales.

### **Une brique de plus à la Technopolice**

La crise sanitaire a très certainement facilité ces évolutions, mais son rôle ne doit pas être exagéré. Cet emballement dramatique des pouvoirs de l'État s'inscrit dans un mouvement d'ensemble déjà à l'œuvre depuis plusieurs années, qui n'a pas attendu le coronavirus, et contre lequel nous luttons sous le nom de « Technopolice ». Il s'agit du déploiement de nouvelles technologies visant à transformer les villes en « safe cities » capables de réguler l'ensemble de l'espace public.

La Technopolice est l'expression d'évolutions technologiques qui, comme on l'a vu avec le cas du passe sanitaire, ont permis de

rendre totales des formes de régulations qui, jusqu'alors, étaient plus ou moins ciblées. Prenons le cas emblématique des caméras : jusqu'à peu, la police était matériellement limitée à une politique de vidéosurveillance ciblée. Elle ne pouvait exploiter les enregistrements vidéo que pour analyser quelques situations ciblées, à défaut de pouvoir mettre un agent derrière chaque caméra 24 heures sur 24. De même, l'identification d'une personne filmée demandait des efforts importants.

Ces limitations ont depuis volé en éclat. La reconnaissance faciale rend presque triviale l'identification des personnes filmées. L'analyse automatisée d'images permet de détecter en continu tous les événements définis comme « anormaux » : faire la manche, être trop statique, courir, former un grand groupe de personnes, dessiner sur un mur... (voir par exemple les projets imaginés à Marseille ou à Valenciennes). Plus besoin de placer un agent derrière chaque caméra pour avoir une vision totale. Qu'il s'agisse du passe sanitaire ou de l'analyse d'image automatisée, dans les deux cas, la technologie a permis à des techniques ciblées de se transformer en outils de contrôle de masse de l'espace public.[...]

### **Une accoutumance injustifiée**

L'adoption massive du passe sanitaire relève d'une bataille culturelle menée par le gouvernement visant à habituer la population à se soumettre à ce contrôle de masse. Cette accoutumance permettrait à l'État de poursuivre plus facilement sa conquête totale de l'espace public telle qu'il l'a déjà entamée avec la Technopolice.

Pourtant, paradoxalement, dans son format actuel, le passe sanitaire n'apparaît pas comme étant lui-même un outil de régulation très efficace. Il semble difficile d'empêcher les médecins qui le souhaitent de fournir des passes à des personnes qui

ne devraient pas en recevoir. Et, quand bien même les passes seraient attribués aux « bonnes personnes », en l'état celles-ci peuvent facilement les partager avec les « mauvaises personnes ». Certes, la police entend réaliser des contrôles d'identité pour lutter contre ces échanges mais, si l'efficacité du système repose au final sur des contrôles de police aléatoires, il n'était pas nécessaire de déployer des mécanismes de surveillance de masse pour aller au-delà de ce qui se fait déjà en la matière, par exemple avec les ordonnances manuscrites délivrées par les médecins que la police peut vérifier en cas de soupçons. Cela permettrait au moins de diminuer les risques d'accoutumance à un nouveau système de contrôle de masse.

Hélas, il semble plus sérieux d'envisager le scénario inverse : l'inefficacité du passe sanitaire pourrait servir de prétexte pour le perfectionner, notamment en permettant aux contrôleurs non-policiers de détecter les échanges de passe. Comme vu plus haut, certains proposent déjà un nouveau système affichant le visage des personnes contrôlées. Une telle évolution nous livrerait la version pleinement aboutie et efficace du système de contrôle de masse rêvé par la Technopolice – et la police n'aurait presque plus à travailler pour contrôler les passes. [...]

### Conclusion

Résumons : le passe sanitaire illustre des évolutions technologiques qui permettent à un mode de répression ancien (la répression par l'exclusion, illustrée notamment par le contrôle des personnes étrangères) de passer d'une échelle relativement restreinte à une échelle presque totale, concernant l'ensemble de la population et de l'espace public, afin de renvoyer à ses marges les personnes qui ne se soumettent pas aux injonctions de l'État.

fois redouter que ce genre d'outil, une fois banalisé, soit mis au service d'injonctions dépassant largement ce cadre. Cette crainte est d'autant plus pesante que ce processus a déjà commencé au sein de la Technopolice, qui esquisse d'ores et déjà un mode de régulation social fondé sur la détection et l'exclusion de toute personne considérée comme déviante ou comme ayant un comportement « anormal » aux yeux de l'État et des entreprises de sécurité qui définissent ensemble et de manière opaque les nouvelles normes de comportement en société.

Dernier rappel stratégique : si le gouvernement français se permet d'imposer de tels outils de détection et d'exclusion des personnes qu'il juge indésirables, c'est notamment car il peut reprendre à son compte, et redynamiser à son tour, les obsessions que l'extrême droite est parvenue à banaliser dans le débat public ces dernières années afin de traquer, de contrôler et d'exclure une certaine partie de la population. La lutte contre les risques autoritaires du passe sanitaire serait vaine si elle ne s'accompagnait pas d'une lutte contre les idées d'extrême droite qui en ont été les prémices. La lutte contre le passe sanitaire ne doit pas se faire avec, mais contre l'extrême droite et ses obsessions, qu'elles soient dans la rue ou au gouvernement.

Si, aujourd'hui, ces injonctions ne sont que d'ordre sanitaire, il faut encore une

Extraits d'un texte publié par la Quadrature du Net le 19 août 2021.





# À PROPOS DU PASS

Finalement les terrasses ne seront pas exemptées du Pass sanitaire au motif que « La différence entre le dehors et le dedans a perdu de sa pertinence sanitaire » comme le déclare Philippe Bas, sénateur et rapporteur du texte.

Voilà selon la loi qu'il n'y a plus de dehors en France et que le concept est relégué au profit de celui d'espace sanitaire. L'espace sanitaire est total, contrairement au dehors qui existe par rapport au dedans et porte en lui le mouvement de l'être qui y tend. A l'opposé l'espace sanitaire n'existe qu'en fonction du sujet qui le désigne et pour lui. Il n'est plus un espace mais le rêve de la continuation du corps du sujet partout sur la terre.

Ici plus de différence entre le dehors et le dedans implique que tout est désormais dedans. Au-dedans du corps bourgeois dont la conservation serait supérieure à la notion même d'espace, d'extériorité et d'altérité, prêt à être supprimés, par le verbe et par la loi, pour assurer la continuation de l'espèce (parlementaire) bourgeoise. Car il ne s'agit pas de protéger tout le monde dans l'espace sanitaire, mais seulement ceux qui ont les moyens d'avoir peur et d'appliquer la loi. L'espace sanitaire est l'espace de la peur et du contrôle, dans lequel toute la richesse des chemins contenus du dedans au dehors se réduit à une opposition sans fondement réel ni scientifique entre malades et bien portants, fondée sur une escroquerie de papier entre inclus et exclus.

Dans une dizaine de jours, l'espace sanitaire sera visible, appliqué par tous les servants du corps social bourgeois, dont il ne faut attendre aucune rébellion : commerçants, serveurs de loisir et de culture, domestiques

du rail et des plaisirs. Il sera incarné par tous ceux qui s'y incluront et qui n'auront pas d'autre choix, pour exister, que d'exclure pour être inclus. Alors se posera la question de notre place dans ce monde.

Constatant qu'il est possible de vivre sans les multiples activités que permet le Pass, nous serons interrogés en nous-même à chaque fois que nous voudrions nous livrer à l'une de ces activités, désignées par l'état comme sacrées, séparés qu'elles sont des autres actions par l'établissement d'un contrôle. Il s'agira sans doute d'inventer une manière de ne plus participer. Il ne s'agit plus que de cela depuis longtemps. Une manière de ne plus aller au café, au théâtre, qui sera l'établissement d'autres pratiques, si celles qu'on abandonne avaient un sens et si l'on veut continuer d'habiter l'espace public et d'y exister sans se rendre à ses lois.

Le café trottoir, et toute activité de trottoir en général, qui manifestement, selon les autorités compétentes, demeure un dehors nous sont ouvertes comme un boulevard. Il est temps de poser de réels problèmes à la maréchaussée, en faisant exister les zones non-encore encadrées et en se répandant dans les larges interstices que les parlementaires nous laissent comme des débris.

Avenues, champs, ruelles, boulevards, plages, forêts, rond-points. On peut toujours espérer qu'ils soient allés trop loin en constituant une opposition de fait dont l'éviction et la révolte pourrait se manifester empiriquement comme à Moscou. A Moscou, où le régime de Poutine a au moins laissé la possibilité des terrasses aux non-titulaires du Pass, la population a déserté l'intérieur au point que la mesure a dû être annulée. En France



en 2021 même l'air du dehors est confisqué par décret, pourtant pour quelque temps encore on continuera d'appeler cela une démocratie.

L'atteinte à la vie est si violente qu'il est possible que ceux qui en sont responsables aient à leur insu créé un dehors, constitué de l'opposition manifeste de tous ceux qui ne peuvent ni ne veulent vivre dans un Ehpad. Cela aura lieu en même temps que la haine grandissante des inclus, fatalité de la séparation. Déjà dans les trains les contrôleurs se permettent de s'étaler à micro ouvert sur les dangers de la pandémie, du non-port du masque, à répétition, entre chaque arrêt, jusqu'à s'avancer sur des terrains comme « vous pouvez rencontrer une maîtresse, un amant, mais avec le masque » et autres délires d'impuissant fait roi puisque tout est dedans, déjà le flic éructe en chacun, déjà le bourgeois se fige dans l'expression de son mépris éternel, déjà le monde est dégueulasse et obscène.

Cette civilisation agonise et désire obstinément son éternisation, quand il est évident qu'elle n'en vaut pas la peine. Voici pour preuve la liste non exhaustive des activités permises sans contrôle : Aller au supermarché, prendre les transports en commun, marcher, faire l'amour, dormir, manger dehors ou chez soi, acheter de la drogue, écouter de la musique, danser, se baigner, aller à l'épicerie, boire des coups dehors, caresser des animaux, lire, mater des films en privé, parler. Il faut croire qu'ils nous ont laissé l'essentiel et ont gardé les privilèges de l'accessoire.

Le temps de la transition est soit celui de l'incorporation (du nouveau modèle dominant) soit celui de la déviation. Dans la déviation il ne s'agit pas de conserver l'existant mais de créer un autre mode d'être que celui que l'avenir nous forge, pas de faire table rase mais de se servir de l'interdit comme levier du nouveau. Le danger ultime

qui nous guette est défini par nos ennemis, en tant qu'ils se montrent les ennemis de la vie, et s'avère être la collaboration à un cadre, à des formes de vie réglées par l'argent, auxquelles l'adhésion implique désormais une forme de négation de toute autre forme d'activité. Il s'agit d'entrer en résistance contre notre propre mode de vie puisque c'est dans notre vie que nous sommes gouvernés. De regarder désormais les bourgeois et les adhérant au modèle unique en riant d'eux comme de figures d'un monde qui va mourant et temps de passer devant les terrasses des cafés, restaurants et cinémas comme devant des musées de notre propre vie. Cette vie est passée, en réalité, elle est déjà passée. Il est temps de se séparer dans l'espace de ce monde qui ne mérite pas d'être conservé. Il serait temps de manifester chaque jour en des lieux retrouvés cette séparation radicale que crée l'absence de « Papiers ».

Car le monde du Pass ne mérite pas d'être sauvé. Un autre monde demande à l'être, qu'ils nous appartient de rejoindre ou de voir périr, à chaque fois que nous passons à ses côtés.

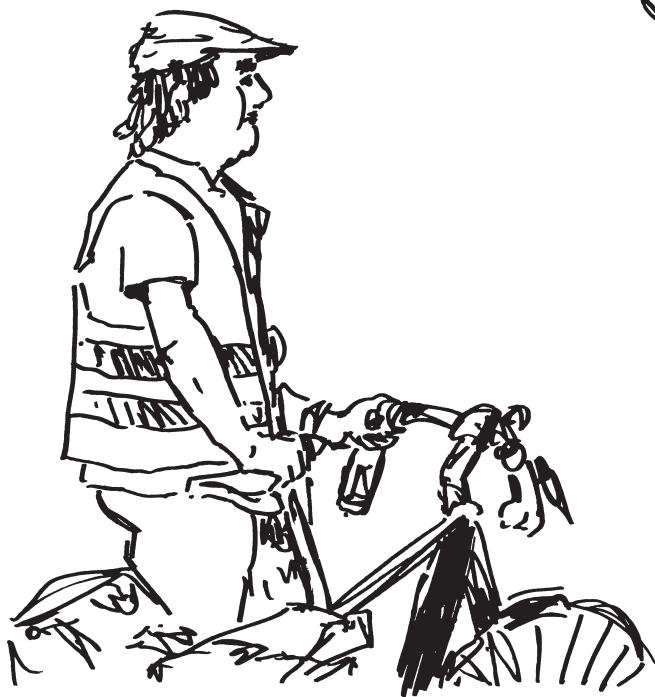
MACRON, Si  
Ton PASS OÙ

AU CUL ! AU CUL !



TU SAVAIS  
ON SE LE MET  
AUCUNE HÉSITATION !





corbi

### Prochains événements:

Jeudi 02 septembre, rassemblement contre le pass sanitaire devant le rectorat, 10h.

Vendredi 03 septembre, rassemblement contre l'obligation vaccinale devant le CHU, 12h30.

Vendredi 24 septembre, Véloration, test du pont Neuf cyclable, départ place de la marie, 19h.

Pour trouver les anciens numéros de Poitiers Révoltée et les prochains quand ils sortiront, vous pouvez : fouiller les boîtes à livre de Poitiers (boite-a-livre.com pour les localiser), aller voir sur le site internet [web86.info](mailto:web86.info) ou envoyer un mail à [poitiers.revoltree@laposte.net](mailto:poitiers.revoltree@laposte.net).